

### III. - LIBYE

Cette chronique est la dernière qui sera publiée d'après la formule actuelle. Dans le prochain Annuaire, elle s'intégrera dorénavant dans une chronique unique qui traitera, à la fois, de la politique intérieure de l'économie et de la vie culturelle et sociale. Nous avons été parmi les premiers à souligner l'étroitesse du cadre culturel et social et nous sommes heureux de voir que le projet d'intégration a été retenu.

Aucune documentation autre que la presse ne nous est parvenue de Libye (1), pas de statistiques, pas de documents bruts, pas de revues spécialisées ni de revues culturelles. Cette contrainte nous obligea à orienter le thème général de la chronique vers, plutôt, l'analyse d'une politique et non la photographie d'une vie sociale et culturelle comme nous avons l'habitude de faire.

Ainsi, nous traiterons d'abord du problème de *l'enseignement* et les préparations de sa réforme, dans *la vie sociale* nous parlerons d'une prise de position étonnante de l'Union des *producteurs* (anciennement, les syndicats), puis du *logement*, ensuite des réformes, des *professions libérales*, et nous terminons par le problème des *femmes* révolutionnaires.

#### I. - ENSEIGNEMENT

##### A. - LES ÉTUDIANTS

Le 5<sup>e</sup> Congrès des Etudiants de la Jamahiriya s'est réunis à Gar-Younis (Benghazi) du 7 au 10 février, sous le thème :

« Les étudiants, instruments de la Révolution, instruments de l'unité et du progrès ».

Le Congrès, qui se déroula en présence des délégations estudiantines arabes et étrangères, adopta les résolutions suivantes :

- Mouammar Kadhafi est déclaré comme guide de l'action des congrès étudiants au cours de la prochaine étape décisive que connaîtra la Révolution ;

(1) Voir la liste de la documentation utilisée qui figure à la chronique politique dans le présent AAN.

- les étudiants seront l'instrument de consolidation du pouvoir du peuple et de l'ère des masses, les annonceurs de la Révolution populaire à travers leurs Comités Révolutionnaires;
- le *Livre Vert* est leur guide et à travers lui ils ont découvert la vanité des démocraties modernes et la réalité de la société d'exploitation;
- ils décident de réorganiser l'Union Générale des Étudiants de la Jamahiriya de manière à réaliser le pouvoir du peuple. Ils approuvent la constitution d'un Bureau Etudiant des Liaisons dont la mission consiste à édifier des rapports excellents et solides avec les Unions et les organisations arabes et internationales d'étudiants;
- ils décident de « révolutionner » les méthodes traditionnelles inertes pour libérer les mentalités en mettant l'accent sur les sciences techniques et les écoles spécialisées afin de servir la nouvelle transformation et de contribuer à résoudre les problèmes des masses;
- ils soulignent la nécessité de hâter l'exécution des programmes d'études supérieures dans les universités et les instituts supérieurs de la Jamahiriya et de s'abstenir de recourir aux compétences étrangères sauf dans les domaines de haute spécialisation;
- ils recommandent la transformation du secteur étudiant pour le faire passer d'un « milieu de forces inactives et consommatrices vers celui de la production pour contribuer à la réalisation de l'autosuffisance de la société »;
- ils affirment leur volonté d'élaborer un programme pour transformer les institutions éducatives et les unités productives en casernes militaires, conscientes de la gravité de l'étape que traverse la notion afin de lever le blocus que les milieux hostiles tentent d'imposer;
- ils adoptent le *Livre Vert* comme leur dogme politique économique et social;
- ils soulignent que l'information destinées à l'extérieur par l'UGE de la Jamahiriya doit être une information offensive et unioniste qui annoncera l'ère de l'émancipation de l'humanité de tous les maux politiques, économiques et sociaux et l'éclosion de l'aube de la société des masses »;
- ils insistent sur la « nécessaire harmonisation entre l'UGE (à travers son Bureau de Liaison) avec ces objectifs ».

Il y a trois points essentiels dans ces résolutions :

- la « militarisation » par la transformation des établissements scolaires et universitaires en casernes;
- la nécessité d'employer les étudiants dans les secteurs économiques parallèles à leurs études;
- et enfin, la réforme radicale des programmes d'enseignement.

Ces trois thèmes vont dominer toute l'année 1981. Ils découlent directement des principes énoncés dans le *Livre Vert*.

En ce qui concerne la « militarisation », cela est la conséquence de l'application du triptique « jamahiriya » : le pouvoir, les richesses et les armes aux mains du peuple (2).

(2) Voir l'analyse que nous avons faite de « la militarisation » dans les précédentes chroniques sociales et culturelles in AAN 1979, 1980. Voir aussi l'analyse que nous en faisons dans la chronique politique du présent AAN.

Le deuxième thème est celui qui est proposé par Kadhafi en application de son idée que « tout le monde doit produire ». Il n'y a pas de place aux inactifs dans une société jamahiriyenne ». Ce thème, il le reprendra souvent au courant de 1981, nous le verrons plus loin.

Quant au troisième, il provient des conceptions de Kadhafi de l'enseignement. D'après lui, le cursus scolaire obligatoire est contraignant et, surtout, il est antinomique au principe de liberté qui doit exister dans une société jamahiriyenne. L'enseignement doit être ouvert pour tous et non obligatoire, chaque citoyen peut suivre les programmes qui l'intéressent sans tenir compte d'un cursus traditionnel sauf des besoins prioritaires du pays définis par les Congrès de Base. En quelque sorte, il s'agirait d'un enseignement à la carte {3}.

## B. — LA PRÉPARATION DE LA RÉFORME

Mouammar Kadhafi ne laissa passer aucune occasion pour rappeler ces trois thèmes. C'est ainsi que le 6 avril 1981, prenant la parole au cours d'un meeting étudiant, organisé à l'occasion du 5<sup>e</sup> anniversaire de la révolution estudiantine de Benghazi, et après avoir rappelé à l'assistance l'importance du soulèvement des étudiants en avril 1976 contre « les forces réactionnaires et les traîtres », il évoqua « l'importance des mutations culturelles que connaît la Libye, qui ont pour effet de consolider la liberté et de permettre sa véritable réalisation dans l'intérêt des masses populaires ». Puis, il insista sur l'importance de la réalisation d'une nouvelle victoire qui nécessiterait que la Libye batte les records dans le domaine de la production ». Il annonça alors « qu'à partir de l'année prochaine nous devons tous nous transformer en producteurs et celui qui refuse de se mobiliser dans ce combat doit se considérer comme inscrit dans la liste des esclaves ! ». Cela veut dire en clair que les étudiants comme d'autres catégories sociales doivent passer une partie de leur temps dans la vie active professionnelle, dans l'industrie ou dans l'agriculture. Pour la réalisation de cet objectif, Kadhafi déclara qu'il est devenu « nécessaire de transformer fondamentalement l'enseignement traditionnel hérité de l'ancienne société... » le vieux modèle d'enseignement traditionnel doit être aboli car il empêche la formation d'un citoyen libre ». Ensuite, Kadhafi se lança dans une critique radicale des différents systèmes d'enseignement appliqués dans les autres pays. Il affirma que l'organisation de l'enseignement traditionnel « tue chez l'homme nouveau l'esprit de création ».

Dans un autre discours prononcé devant les délégations étrangères invitées au 5<sup>e</sup> Congrès des Etudiants, après avoir fait comme à l'accoutumée le procès des systèmes traditionnels d'enseignement, il qualifia « l'enseignement obligatoire » et le cursus scolaire « de contraignant, limitant la liberté de l'individu. De même, les programmes servent, d'après lui, ceux qui détiennent

{3} Voir l'analyse que nous avons faite de ce problème in « Chronique sociale et culturelle », AAN 1979.

le pouvoir dans le monde car, souligne-t-il, la classe qui détient le pouvoir prend des mesures susceptibles de lui garantir la pérennité de ce pouvoir. Le gouvernement émanant d'un milieu capitaliste prendra sans aucun doute des mesures à même de lui permettre d'exercer son hégémonie. Il en va de même pour les autres gouvernements... « Tout ceci est contraire à la liberté »... Aussi, le but du Livre Vert est-il donc d'éclairer les peuples pour qu'ils puissent mettre un terme à la domination. La solution est *de laisser à tout un chacun la liberté de choisir ce qu'il veut apprendre selon la méthode qui lui convient le mieux*. Donnant quelques exemples pour illustrer cette théorie, il déclara que, d'après lui, « le monde chrétien en sa totalité ignore l'Islam, car les gouvernements chrétiens des croisades n'admettent pas que les gens apprennent l'Islam comme il le faut. Il est de même de la majorité des musulmans traditionnels qui considèrent les chrétiens comme des infidèles – ce qui est faux, souligne-t-il – cette confusion vient du fait de la campagne hostile au christianisme et qui a engendré des catastrophes dont en premier lieu les croisades. Pour éviter de tomber dans de tels pièges, il faut la concrétisation de la liberté selon la méthode qui lui convient. L'homme doit parvenir à la connaissance pour qu'il puisse exercer sa liberté. Seulement, les pratiques régnant actuellement dans le monde ne permettent pas à l'homme d'atteindre la connaissance, l'empêchant du coup d'être libre et heureux. La société jamahiriyenne donne des leçons aux autres gouvernements et attribue le pouvoir aux congrès et autres Comités populaires. Il n'est pas question de cacher la moindre connaissance aux masses comme il est d'usage actuellement dans les autres pays ». Parlant des disciplines techniques, il souligna que cette question « concerne les masses libyennes conformément à leurs besoins qui sont d'intensifier l'effort technique pour résoudre leurs problèmes ».

Dans un autre discours, s'adressant aux étudiants, il leur dit : « la nouvelle révolution culturelle débutera prochainement afin de créer des cadres responsables, conscients des problèmes des masses, engagés dans la bataille de la production, croyants dans le pouvoir du peuple et épris de liberté. C'est sur ces futurs cadres que nous comptons, c'est-à-dire sur ceux qui seront promus demain, car nous ne comptons pas sur les survivants de la société traditionnelle qui ont exploité le peuple et reçu une éducation bourgeoise, conformément à des programmes colonialistes, lesquels méprisent leur nation et leur peuple ». Ce rôle, Kadhafi le confie aux étudiants et plus particulièrement aux Comités Révolutionnaires des étudiants.

Déjà, dès le début de l'année, des commissions spéciales furent créées pour mettre en œuvre l'étude des nouvelles structures de l'éducation. Elles ont siégé au Secrétariat du Comité Général du Peuple de l'éducation à Tripoli. Leurs travaux ne sont pas encore terminés mais nous croyons savoir que les écoles secondaires spécialisées remplaceraient les écoles secondaires générales. Ainsi, une spécialisation précoce serait instituée. Les commissions insisteraient sur l'importance des jardins d'enfants et de la langue arabe dans tous les cycles de l'enseignement. Elles tiendraient aussi compte très largement des décisions qui ont été prises par les étudiants de se consacrer au monde du travail et à la

« militarisation » parallèlement à leurs études. Il semblerait que l'on s'achemine vers l'organisation de l'année universitaire en deux semestres ; le premier est consacré aux études, le second à l'insertion dans le monde de la production et à l'entraînement au maniement des armes dans le cadre de la « militarisation » ; mais aucune décision n'est encore prise.

Rappelons ici la répartition de ces commissions qui sont au nombre de sept :

- une commission pour les jardins d'enfants ;
- une commission de l'enseignement obligatoire ;
- une commission de l'enseignement secondaire ;
- une commission de l'enseignement supérieur ;
- une commission chargée des relations extérieures ;
- une commission chargée de l'administration ;
- une commission exécutive.

Signalons, enfin, qu'une nouvelle Faculté d'études vétérinaires a été inauguré le 2 avril à l'Université al-Fateh (Tripoli) et que le thème des discours d'inauguration de cette faculté peut être résumé ainsi : « multiplions les citadelles scientifiques pour réaliser les aspirations du peuple ».

## II. - VIE SOCIALE

### A. - L'UNION DES PRODUCTEURS (4)

Après les événements du Golfe de Syrte, le 3 septembre 1981, Mouammar Kadhafi, appelé cette fois « Guide de la Résistance » a assisté à un meeting organisé par l'Union des producteurs, réuni au « Camp du 7 avril » à Tajoura, à l'occasion du 12<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution du 1<sup>er</sup> Septembre et du 3<sup>e</sup> anniversaire « de la révolution des producteurs ». A l'issue de la réunion, le Secrétaire Général de l'Union a prononcé un discours assez significatif de la préoccupation insistante des Libyens en ce qui concerne la production industrielle et surtout l'après-pétrole ». Après avoir salué la présence de Kadhafi et souligné la fidélité des « producteurs » aux principes de la Révolution, il lut le communiqué suivant, élaboré par les participants :

1. « Nous, les masses de producteurs, affirmons la nécessité d'orienter l'économie libyenne de manière à lui permettre de relever le défi sous le signe : exister ou disparaître.

2. Nous transformerons ces moments difficiles en périodes de prospérité dans la mesure où l'avenir est l'œuvre de notre libre volonté. L'expansion de

(4) Ce terme remplace, depuis 1979, celui de syndicats car, dans la société jamahiriyenne, les salariés sont devenus des associés et les ouvriers des producteurs (voir le *Livre Vert*, 2<sup>e</sup> partie).

l'Islam du vivant du prophète et les obstacles auxquels il a fait face avant de triompher doivent nous servir d'exemple.

3. Nous affirmons notre soutien à tout ce qu'a déclaré le guide et nous nous y engageons matériellement :

- en réactivant la production industrielle et agricole pour aboutir à une économie qui ne s'appuie plus sur le pétrole;
- en considérant les producteurs et ce jusqu'au prochain anniversaire, comme se trouvant en état d'alerte et devant consentir des sacrifices et dépasser leur égoïsme pour triompher dans leur lutte en faveur de la liberté et de la dignité;
- en menant une campagne d'information susceptible d'accroître la confiance du citoyen en lui-même, d'abolir en lui le mur de la peur et de porter la Révolution dans les bases ouvrières de la patrie arabe;
- en adoptant un Plan décisif et rapide pour restructurer le comportement de la société et le libérer de ses survivances bourgeoises et ce en vue de généraliser le principe selon lequel « ce qui est en plus de tes besoins n'est pas pour toi », et *d'empêcher les hommes de métier, dont la plupart ne sont pas libyens, de saigner à blanc ceux qui ont besoin de leurs services* (5) tout en insistant sur la nécessité de sensibiliser les non-Libyens qui vivent avec nous au respect de la voie tracée par la nouvelle société socialiste.

• El-Fateh pour toujours, la lutte continue •.

Voilà un discours sensiblement différent de ce que nous avons l'habitude d'entendre et il est à noter qu'il est tenu par les masses ouvrières. Il y a d'abord cette inquiétude qui pointe sur l'avenir venant de la préoccupation légitime pour la période d'après le pétrole. N'oubliant pas que la Libye connaît une crise économique sérieuse du fait du boycott américain et aussi de la mévente du pétrole. Les ouvriers, même en tant qu'associés, sont inquiets de l'avenir, ils ne le disent pas explicitement mais cela se comprend parfaitement d'après ce type de discours.

Le deuxième point qui frappe dans ce communiqué est la part qui est faite aux « non-Libyens », avec la volonté exprimée de les empêcher de « saigner à blanc ceux qui ont besoin de leurs services ». C'est une véritable incitation à la xénophobie. Les étrangers travaillant en Libye sont toujours perçus comme des mercenaires qui ne sont mus que par la soif du profit exorbitant, au risque de « saigner à blanc » le pays !! Parle-t-on de ceux qui ont été traduits devant le tribunal révolutionnaire dans le cadre d'épuration de la Jamahiriya des « éléments fascistes, bourgeois et corrompus ». Non, certes non, car ceux-ci étaient tous citoyens libyens. Ils étaient cinquante-neuf fonctionnaires civils et militaires. Ils ont été relevés de leurs fonctions. D'autres, des commerçants, des entrepreneurs et des courtiers, tous Libyens, ont été déferés devant le tribunal le 27 février; certains furent acquittés mais d'autres ont été transférés dans les

(5) C'est nous qui soulignons.

lieux de production « pour être rééduqués en vue de leur réintégration dans la nouvelle société socialiste ».

Qu'il y ait, parmi la très importante population immigrée en Libye, des personnes sans scrupules, profitant de l'offre de travail qui leur est faite, cela ne fait l'ombre d'aucun doute, mais pousser la généralisation à ce point et en faire état officiellement lors d'un meeting ouvrier, on croit rêver !

Deuxième manifestation de la xénophobie à l'encontre des travailleurs immigrés, le CGP a été saisi du problème de la main-d'œuvre qui déferle quotidiennement en Jamahiriya. La création d'une commission du Secrétariat du CGP a été décidée pour s'occuper de ce problème et adopter différentes mesures notamment dans le domaine sanitaire. Notons ici qu'il s'agit-là de la première démarche à l'égard de cette population.

#### B. - LE LOGEMENT

En application des résolutions des Congrès Populaires de Base, lors de leur 3<sup>e</sup> session ordinaire, pour l'année 1980/1981, le CGP a promulgué une loi portant création de la Banque d'Epargne et d'investissement immobilier ayant un statut juridique propre et rattachée au Secrétariat au logement. Cette banque pourrait créer d'autres succursales, compte tenu des activités auxquelles elles sont appelées. La loi définit ainsi les prérogatives de la nouvelle banque :

- soutien à l'activité de construction et de l'urbanisation en encourageant l'épargne immobilière et en accordant des facilités d'assurance en vue de fournir les logements nécessaires dans le cadre du Plan de développement, compte tenu de la politique générale de la JALPS ;
- son capital sera de 100 millions de DL libyenne ;
- la partie immobilière de la Banque Industrielle et Immobilière est supprimée ;
- la dissolution de deux sociétés d'investissements nationaux et investissements immobiliers.

L'actif de la partie immobilière de la BLII et celui des dites sociétés doivent revenir au capital de la Banque d'Epargne. De même, les fonds de crédits immobiliers nécessaires au Trésor Public et aux banques commerciales doivent revenir à la Banque d'Epargne qui doit se charger de la publication des documents de ces banques équivalant à la valeur des fonds qui lui reviennent.

#### C. - L'EXERCICE DES PROFESSIONS LIBÉRALES

D'après le *Livre Vert*, dans la société « jamahiriyenne », il n'y a plus de salariés, mais des associés, tout le monde doit produire et par conséquent,

certaines professions libérales sont appelées à disparaître ou à changer de nature. Dans cette société, il n'y a plus de place pour les commerçants, jugés improductifs. Quant à la profession de médecin, elle est appelée à être profondément aménagée afin qu'elle devienne conforme à la nouvelle organisation de la société. La profession d'avocat doit aussi changer radicalement.

Au cours de cette année, plusieurs mesures ont été prises concernant ces trois professions, elles ont été expliquées par les dirigeants libyens et particulièrement par Mouammar Kadhafi.

### 1) L'avocat

Ainsi le 17 mai, devant le Congrès des professions médicales à Tripoli, Kadhafi a parlé du métier d'avocat et de son statut dans la nouvelle société. Il commença d'abord par critiquer le « règlement traditionnel » relatif à cette profession en le qualifiant de « statut bourgeois exploiteur qui remonte à l'ère du féodalisme ». Il ajouta que c'est ce qui explique pourquoi, aujourd'hui, « les régimes arabes féodaux » privilégient et défendent « ce mode d'exploitation ». D'après lui, « leur position est piteuse car ils ignorent les changements radicaux qui sont en train de s'opérer sur le territoire arabe libyen et l'édification de la société des masses, ou alors, quand ils savent cela, ils s'obstinent malgré tout à prendre une position contraire à cette évolution. Ils démontrent à ce moment-là leur parti pris en faveur de l'exploitation et administrent la preuve qu'ils sont contre la liberté ». Cette diatribe contre les pays arabes en guise d'introduction à ce que Kadhafi va dire par la suite est une réponse à toutes les protestations des Conseils de l'Ordre des Avocats de la plupart des pays arabes contre les mesures qui ont été prises et qui touchent directement l'exercice du métier d'avocat. Kadhafi y fait allusion aussi au fait que le personnel politique arabe est très largement constitué par des personnes appartenant à cette profession.

Les mesures sont ni plus ni moins : la disparition de l'exercice du métier d'avocat en tant que profession libérale, l'avocat devenant en quelque sorte un fonctionnaire à la disposition des justiciables au même titre que le juge, le greffier, le procureur, le policier, etc... Chaque citoyen n'aura pas d'honoraires à payer et l'avocat est un simple employé de l'administration. Commentant ces mesures, Kadhafi explique que « l'avocat existe en Libye, mais il n'est nullement l'avocat qui exploite. Il est injuste, en effet, que le citoyen trouve au tribunal le policier, le procureur et le juge et ne trouve pas l'avocat, ce qui, à cet égard, est une véritable injustice. De ce fait, le justiciable doit avoir droit à un avocat, tout comme le juge qui oblige le procureur à s'acquitter de sa tâche ». « Est-il juste, s'exclama le colonel Kadhafi, que l'accusé fasse marcher toute la machine judiciaire qui travaille contre lui et ne peut avoir droit à l'organe qui assure sa défense. La société « jamarhiyenne » est une société de liberté. Il n'y a pas de place dans cette société à l'injustice et à la dictature. De ce fait, du moment où le juge et le procureur sont là, l'avocat doit être également de la partie ».

Cette analyse exposée par Kadhafi est exemplaire, elle montre bien comment le colonel détourne certains problèmes épineux qui le dérangent et répond à côté de la question. Ce qui est en cause, ce n'est pas la présence de l'avocat à côté de son client, personne ne met en cause cela, car le débat en justice doit être contradictoire, c'est à ce prix qu'il peut y avoir de justice. Le vrai problème est que l'avocat doit être libre, n'ayant aucune attache administrative avec la Cour ou le parquet, le prix de cette liberté et en même temps sa garantie sont les honoraires que paye le justiciable à l'avocat, si on supprime les honoraires, l'avocat devient un simple fonctionnaire et personne au monde ne pourrait garantir une liberté réelle de la conscience de l'avocat. C'est pour cela que sa profession est appelée *libérale*. A cette question fondamentale, bien sûr, Kadhafi ne répond pas.

## 2) Le médecin

Dans ce même Congrès, Mouammar Kadhafi a aussi parlé du rôle du médecin en Jamahiriya. D'après lui, le médecin a le choix entre trois possibilités :

1. Il peut exercer son métier en ayant une clinique privée, à condition qu'il assure lui-même le travail sans louer les services de personne d'autre. Cela en application du principe « jamahiriyen » : Ni maître, ni serviteur (lâ *Sayyid wa lâ masûd*). En effet, depuis 1979, plus personne n'a le droit d'employer à titre privé une autre personne.

2. Il peut exercer dans une clinique socialiste avec d'autres médecins et collaborateurs, les revenus étant partagés entre eux en tant qu'associés. Ceci est conforme à l'idée du *Livre Vert* de faire disparaître les salariés et les remplacer par une nouvelle catégorie appelée celle des *associés* (*chourakâ lâ Oujarâ*).

3. Il peut travailler dans un hôpital public où les soins sont gratuits. La société elle-même assure dans ce cas la satisfaction des besoins de tous ceux qui travaillent. C'est ce qu'on appelle traditionnellement « le plein temps hospitalier ».

## 3) Le commerçant

Depuis que le commerce extérieur, le commerce intérieur et le commerce privé ont été nationalisés, on assiste à une disparition progressive du métier de commerçant. Cela étant, une mesure a été prise il y a deux ans pour que l'application de cette nationalisation ne soit pas immédiatement mise en œuvre. C'est pour cela que nous voyons dans les villes libyennes un grand nombre de boutiques et d'échoppes fermées, mais pas toutes, loin de là. Un ambitieux programme de construction de marchés d'Etat fut établi. Il existe à l'heure actuelle quatre formules de magasins :

- des supermarchés d'Etat à plusieurs étages, où les citoyens peuvent trouver

- quand il y a des arrivages de marchandises, disent les mauvaises langues - toutes sortes de produits de consommation ;
- il y a les petits supermarchés, dans le genre des « supérettes » européennes, où le même problème d'approvisionnement se pose ;
- il y a des anciennes boutiques qui ont été transformées, par changement de statut du personnel, en magasins d'Etat ;
- et il reste encore un certain nombre de boutiquiers qui continuent à résister cahin-caha, mais pas pour longtemps.

A part cela, les artisans ne disparaîtront certainement pas car ils sont considérés comme des producteurs. Mais peut-être, ils ne vont plus vendre leurs productions directement aux clients. En effet, le colonel Kadhafi a déclaré à la réunion du CPG du 8 avril que, dans le cadre « de l'abolition du commerce dans la nouvelle société socialiste, la production ne doit pas être vendue directement par le producteur aux consommateurs, il faut plutôt que cela se passe par l'intermédiaire des institutions générales pour la commercialisation ».

Malgré cela, la vente à la sauvette continue à se manifester surtout entre deux contrôles de police, mais gare à celui qui se fait prendre !

On peut souligner ici que, malgré le programme considérable de construction de marchés d'Etat (512 en 1981 dont 8 grands magasins, 5 à Tripoli et 3 à Benghazi, pas tous ouverts d'ailleurs), le problème qui reste posé et qui ne connaît pas encore de solution est celui de l'approvisionnement et de la distribution, car à quoi cela sert-il que les Libyens disposent de grands supermarchés si les rayons y sont vides épisodiquement ?

#### D. - LA CIRCULATION DE LA MONNAIE

En application des résolutions des Congrès Populaires de Base, le CPG a promulgué le 13 février 1981 une circulaire réglementant l'abolition de l'ancienne monnaie et organisant son retrait de la circulation (6).

Cette circulaire stipule que les montants bruts inscrits dans les registres réservés à la monnaie abolie, retirée de la circulation et figurant dans les comptes de leurs propriétaires seront déposés dans les banques commerciales, après soustraction des dettes de leurs propriétaires.

La circulaire indique que l'utilisation des dépôts bancaires se fait par chèques ou virements postaux. Elle définit les cas où le retrait peut se faire en espèces à partir de ces dépôts. Elle oblige tous les services généraux à utiliser les chèques et virements postaux dans les opérations de dépenses pour les sommes supérieures à 100 DL et à accepter les chèques en ce qui concerne leurs recettes pour les sommes supérieures à 100 DL.

(6) C'est la troisième fois que les billets de banque et les pièces de monnaie sont changés en Libye.

Enfin, la circulaire autorise le paiement des sommes de 500 DL ou moins, à condition que le reçu de paiement de cette somme provienne d'une seule banque et porte le nom du même bénéficiaire.

La circulation des anciens billets de banque est définitivement interdite.

## E. - LES FEMMES

Le programme de « militarisation » engagé depuis quelques années et accentué depuis le début de 1981 touche toutes les couches de la population, les femmes libyennes sont concernées au même titre que les hommes. Tous les responsables libyens et, particulièrement, M. Kadhafi, n'ont eu de cesse de répéter que les Libyennes doivent se mobiliser pour la défense de leur ville et de leur pays et que, d'après la révolution jamahiriyyenne, quand le peuple prend le pouvoir et que sa moitié n'y participe pas, cela n'est plus un pouvoir populaire. De même, si seulement la moitié du peuple - les hommes - est armé, on ne peut parler de peuple en arme !

Les camps d'entraînement au maniement des armes réservés aux femmes furent très tôt institués et les premières promotions commencèrent à en sortir. Le 29 avril, à l'occasion de la sortie de la première promotion de militarisées de la municipalité de Benghazi, le commandant Khouildi El Hamidi, chef de la milice civile et responsable de la « militarisation », présidant la cérémonie, prit la parole pour parler de la femme et déclara que « grâce à la Révolution, la Libyenne porte désormais le casque de guerre plutôt que ses parures traditionnelles, tandis qu'elle occupe ses mains à manipuler les canons et les fusils »...

Mais déjà, au mois de février, Mouammar Kadhafi créa une grande surprise parmi ses concitoyens, en déclarant, lors d'une réunion avec les pionniers des formations révolutionnaires, « qu'il est impérieux d'avoir au cours de cette étape de la Révolution un mouvement assimilable à celui des religieuses (7) révolutionnaires, un mouvement apte à s'adapter aux Comités Révolutionnaires et à franchir un tournant dangereux, afin de vaincre l'Amérique, les israéliens, les forces d'exploitation et le sous-développement pour abolir les frontières, retrouver notre dignité et garantir notre existence »... « les religieuses révolutionnaires sont comme les religieuses chrétiennes qui se consacrent au Christ et dont le monde entier, actuellement, a besoin dans la mesure où elles constituent un important mouvement délivrant un message historique. L'action révolutionnaire, le *Jihād*, la vie religieuse et la mystique sont générateurs de sérénité »... « Nous avons besoin de mouvement de religieuses révolutionnaires parce que nous considérons que le mouvement des religieuses chrétiennes constitue un défi aux musulmanes ». Puis, Kadhafi exhorta « les révolutionnaires libyennes à se passionner pour ce nouveau mouvement, à y adhérer et à s'y inscrire ». Il invita les chefs de famille et tous les éléments

(7) Le mot arabe utilisé est : *rāhibāt*, il s'agit bien de religieuses, de nonnes chrétiennes.

actifs de la société à • tout mettre en œuvre pour faire surgir le mouvement et à ne pas tenir compte de cette idée simpliste qui considère la femme d'une manière superficielle •.

Nous n'avons aucune idée de la réaction des intéressées, ni de celles de leurs pères, maris ou frères. De même, à l'heure actuelle, nous ne savons rien de la suite qui aurait été donnée à ce programme, que nous trouvons, quant à nous, peu réjouissant pour la femme. Mais si elles sont d'accord et que la foi de la Révolution les brûle, alors pourquoi ne pas devenir des • nonnes • avec... le fusil à la main pour rester • militarisées •.

Taoufik MONASTIRI\*

\* CRESM.